

Qu'est-ce que la sécurité? Celle-ci dépend de facteurs psychologiques bien plus que de frontières assurées, de reconnaissance diplomatique, de l'abondance ou la pénurie d'armes ou de la prospérité économique. Sur le plan militaire, l'État d'Israël est le plus puissant au Moyen-Orient, mais il ne se sent pas en sûreté. Par contre, la Suisse, dont les forces armées sont faibles par rapport aux normes modernes, se sent en sûreté depuis des siècles. Les États-Unis jouissent aujourd'hui du maximum de sécurité possible grâce à la puissance de riposte de leur force nucléaire stratégique. Pourtant, on peut se demander si le citoyen américain ordinaire se sent en sûreté dans les remous de sa propre société. La sécurité est donc chose relative.

Il suffit d'un regard en arrière pour constater que, dans l'ensemble, l'Europe vit en sécurité depuis un quart de siècle. Elle n'a éprouvé ni guerre ni affrontement sérieux des deux superpuissances depuis l'érection du mur de Berlin. Toutefois, l'existence de l'Alliance de l'Atlantique Nord et du Pacte de Varsovie reflète un sentiment d'insécurité. Malgré des assurances répétées, l'Union soviétique et ses alliés n'ont pas cru aux intentions pacifiques des États-Unis. Leur réseau de bases militaires outre-mer, l'implantation d'armes nucléaires en Europe, les activités du commandement aérien stratégique et la guerre au Vietnam ont été interprétés comme une menace. Pour l'Ouest, par contre, la suppression de la révolte hongroise en 1956, l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie en 1968, l'appui accordé par l'URSS aux guerres dites de «libération nationale» de même que son constant empressément à remplir les vides politiques sont autant d'indications du désir de domination mondiale que caresse le Kremlin.

Chaque groupe s'est senti menacé par les activités de l'autre, s'en tenant pour preuve aux agissements plutôt qu'aux déclarations. Il en est résulté un sentiment d'insécurité réciproque, malgré leur conviction de pouvoir essuyer une attaque nucléaire et d'y répondre par une mesure de destruction inadmissible. Quand les deux Grands ne se sentent pas en sûreté, peut-il en être autrement pour les petits pays d'Europe? Ils se réjouissent naturellement du dialogue amorcé entre les États-Unis et l'Union soviétique, et de leur volonté apparente de combler le fossé qui les sépare. Toutefois, ce processus n'est pas sans traquenards.

Les nations d'Europe craignent parfois que leurs «grands frères» ne règlent bilatéralement l'avenir du continent sans consulter leurs alliés, et encore moins les neutres. Un système de sécurité imposé

de cette façon leur serait inacceptable et, dans ce sens, la conférence paraît leur offrir une mesure de sécurité. Il s'ensuit que la CSCE produira vraisemblablement un effet psychologique bien différent de l'euphorie créée par les réunions au sommet des années 50.

### Stabilité du continent

On pourrait soutenir que l'Europe est le continent le plus stable du monde. Exception faite de la Tchécoslovaquie, l'Europe n'a pas été le théâtre de crises internationales sérieuses depuis l'incident de Berlin en 1961. On ne saurait en dire autant de l'Afrique, de l'Asie ou de l'Amérique latine, toutes témoins de guerres et de coups d'État qui ont compromis le maintien de la paix et de la sécurité internationales. L'Europe demeure toutefois le seul continent où les États-Unis et l'Union soviétique s'affrontent directement. D'autres points névralgiques tels le Moyen-Orient, le Vietnam ou l'Afrique du Sud peuvent inquiéter directement une superpuissance sans troubler l'autre, ou bien provoquer un affrontement par le biais des amis et alliés. A cause de cette stabilité relative de l'Europe, plusieurs pensent qu'on devrait s'en tenir là. Au dire de certains, l'affrontement au poste de contrôle «C» (à Berlin) de deux chars blindés, commandés respectivement par Nixon et Brejnev, offrirait la meilleure garantie de sécurité. Cette blague suppose que tout changement risquerait de rompre l'actuel équilibre instable.

Pourtant la situation en Europe est peut-être plus explosive qu'ailleurs. Les armes nucléaires y sont déployées en nombre considérable. Les États-Unis et l'Union soviétique considèrent que leurs intérêts nationaux y sont directement engagés, de sorte que toute crise contient les ferments d'une guerre nucléaire. Tout ce qui pourrait contribuer à la détente, à limiter les risques de crise, et aboutir au règlement de problèmes qui ont provoqué cet état de choses vaut donc la peine d'être tenté.

L'idée d'une conférence sur la sécurité en Europe n'est pas nouvelle, ayant été exprimée sous une forme ou une autre au cours des réunions stériles du Conseil des ministres des Affaires étrangères pendant les premières années de l'après-guerre. Elle a reparu durant les années 50, notamment en rapport avec le «plan Rapacki» qui amorça le débat sur le désengagement et les zones dénuées d'armes nucléaires en Europe centrale.

Des propositions émanant de l'Est et de l'Ouest ont été faites à diverses reprises, sans toutefois recueillir l'assentiment des deux parties qui y flairaient tour à